



POUR UN BUDGET DE JUSTICE FISCALE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE : TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET EN ACTION DÈS LE 10 SEPTEMBRE !

François Bayrou, le 1^{er} ministre actuel ne cesse de vouloir nous convaincre que notre pays serait en danger à cause du surendettement, en particulier en raison de notre niveau de dépenses publiques. Pour nous convaincre, il distille la peur de la faillite et de la mainmise des marchés financiers mais force est de constater qu'il omet de dire les vraies raisons de l'augmentation des déficits et de la dette !

LES INJUSTICES FISCALES : RAISONS PREMIÈRES DE L'AUGMENTATION DE LA DETTE !

Le discours de François Bayrou est le même depuis plus de 20 ans : nous vivons au-dessus de nos moyens et des efforts sont donc nécessaires pour réduire la dette. On veut donc nous imposer 44 milliards d'économies. Pour cela, leur solution est simple : baisser le nombre de fonctionnaires, supprimer des opérateurs publics, travailler gratuitement, geler les salaires, les pensions, les prestations sociales et faire payer les malades en augmentant les franchises, en augmentant les jours de carence sans oublier la réduction drastique des droits des chômeurs et chômeuses.

Concrètement à la DGFIP, avec ce budget nous subissons des suppressions d'emplois supplémentaires alors que nos services sont déjà à bout de souffle,

avec les impacts que nous connaissons sur nos conditions de travail. Aménagements de postes, frais de déplacement, réfections et accessibilité des locaux, action sociale, tout sera revu à la baisse. Et en tant que fonctionnaires, nous ne sommes pas près de voir se dégeler le point d'indice !

Par ailleurs, quoi qu'en dise le gouvernement actuel, depuis 2008, le niveau des dépenses publiques est stable (sauf pendant le Covid). **Aujourd'hui ce qui fait « exploser la dette » c'est le manque de recettes.** En effet depuis 2017, et la fameuse politique de l'offre, les politiques fiscales n'ont eu de cesse de vider les caisses de l'État. Entre 2018 et 2023, ce sont 308,62 milliards de manque à gagner soit 35 % de l'augmentation de la dette dans cette période. Politique qui n'a eu de cesse de favoriser les grandes entreprises et les plus fortunés et dans le même temps, les inégalités et la pauvreté n'ont jamais été aussi élevées depuis 30 ans comme l'a révélé l'INSEE en juillet.

QUI SÈME LA MISÈRE RÉCOLTE LA COLÈRE !

Depuis les annonces du 15 juillet, une vague d'indignation et de colère s'est développée dans tous les secteurs professionnels et parmi une grande partie de la population. Cette colère prend différentes formes au fil des jours et bouscule jusqu'au plus haut niveau de l'État. Depuis cet été, la date du 10 septembre s'est inscrite dans le paysage. Solidaires



Finances Publiques appelle, dès ce jour là, à se mettre en grève et à participer à l'ensemble des actions qui auront lieu sur le territoire. C'est pour les agentes et agents des Finances Publiques l'occasion de rappeler que de l'argent, il y en a - et aux Finances, on le sait ! Le 10 est une première étape essentielle pour exprimer notre colère face aux politiques budgétaires qui appauvrissent le plus grand nombre et détruisent les services publics. Elle ne s'arrêtera pas là : d'ores et déjà, avec ou sans Bayrou, l'intersyndicale interprofessionnelle appelle à une nouvelle journée de grève le 18 septembre. En attendant, montrons dès le 10 septembre notre détermination à imposer nos revendications.

L'AUSTÉRITÉ N EST PAS UNE FATALITÉ, NOUS DEVONS IMPOSER DÈS LE 10 SEPTEMBRE UN BUDGET DE JUSTICE FISCALE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE.

C'est dans ce sens que nous revendiquons :

- l'instauration de la taxe Zucman imposant, à hauteur de 2 %, les 1 800 ultra-riches ayant un patrimoine de plus de 100 millions d'Euros. Cette taxe rapporterait 20 milliards d'euros dans les caisses de l'État ;
- un audit sur les niches fiscales et la suppression des plus coûteuses, des plus injustes et les moins efficaces qui pourrait rapporter à minima 17 milliards dans les caisses de l'État ;
- la taxation des dividendes. Si les dividendes de 2024 étaient taxés à 1 %, cela rapporterait près d'1 milliard d'euros de recettes ;
- le rétablissement d'un véritable impôt sur la fortune, progressif, dont la base taxable serait constituée des patrimoines immobiliers et financiers ;

- la fin du Prélèvement Forfaitaire Unique (PFU) ;
- la fin de la baisse des impôts de production qui a engendré une chute de rentrées de plus de 33 milliards d'euros depuis 2021 et une perte d'autonomie financière toujours plus grande pour les collectivités locales ;
- la mise en place d'un Impôt sur les sociétés (IS) progressif ;
- l'établissement d'une progressivité régulière de l'impôt sur le revenu en revoyant le barème, en intégrant l'ensemble des revenus et en revalorisant le taux supérieur ;
- la lutte réelle contre la fraude et l'évasion fiscales qui s'élèvent entre 80 et 100 milliards d'euros en donnant les moyens humains, techniques et législatifs à la DGFIP.

Pour ce gouvernement comme les précédents, une telle politique fiscale serait « confiscatoire » et engendrerait l'exil fiscal, la fuite des investissements.

Pour Solidaires Finances Publiques, cette politique serait, au contraire, celle de la répartition des richesses, basée sur la solidarité pour permettre la justice sociale et environnementale. Quant à l'exil fiscal, c'est un épouvantail qui est mis en avant par ceux qui veulent maintenir les privilèges d'une minorité. Si ce mouvement existe, il est à la marge et aucune étude n'a démontré son impact économique. Un mensonge de plus à combattre !

DÈS LE 10 SEPTEMBRE, PARTOUT SUR LE TERRITOIRE, EN GRÈVE ET DANS L'ACTION, AFFIRMONS HAUT ET FORT QU'IL N'Y AURA PAS D'ÉCONOMIES SUR NOS VIES !